



Communiqué de presse de l'Alliance contre l'initiative sur l'alimentation du 13 août 2025

Non à la mise sous tutelle et au diktat vegan

Le Conseil fédéral recommande au Parlement de rejeter l'initiative sur l'alimentation, aussi connue sous le nom d'initiative pour une alimentation sûre. Cette initiative serait une ingérence dans le contenu de nos assiettes. Seule une alimentation généralement exempte de produits d'origine animale, et donc un diktat vegan sur la population, permettrait à la Suisse d'atteindre le taux d'auto-provisionnement demandé. Or, une acceptation affaiblirait même la production végétale indigène. En fin de compte, la production et l'approvisionnement alimentaires du pays diminueraient. Il n'est donc nullement question d'une initiative pour une alimentation « sûre ».

Aujourd'hui, le Conseil fédéral a publié son message relatif à l'initiative pour une alimentation sûre (ou initiative sur l'alimentation). Il recommande au Parlement de la rejeter sans contre-projet. L'Alliance contre l'initiative sur l'alimentation se félicite de cette décision. Cette alliance réunit diverses organisations de l'agriculture, de l'industrie alimentaire, de la restauration, du commerce et des régions de montagne s'engageant en faveur du NON. Contrairement à ce que laisse croire le titre que lui ont donné ses initiants, l'initiative vise non pas une alimentation sûre, mais l'objectif de bannir les aliments d'origine animale. En effet, seule une alimentation végétale imposée par l'État permettrait à la Suisse d'atteindre le principal objectif de l'initiative, à savoir un taux d'auto-provisionnement de 70 %. Il s'agit donc d'une initiative pour une alimentation « végétale qui met en péril une alimentation équilibrée.

De plus, l'initiative passe sous silence le fait que 70 % de la surface agricole utile de la Suisse n'est constituée que d'herbages. Ces herbages ne peuvent être utilisés dans l'alimentation humaine que valorisés sous forme de lait ou de viande et donc par l'entremise d'animaux herbivores comme les vaches, les moutons ou les chèvres. En parallèle, l'initiative affaiblit le potentiel de production de denrées alimentaires d'origine végétale telles que les légumes, les fruits, les pommes de terre, le colza ou les céréales. Une acceptation déséquilibrerait les marchés, remettrait en question la sélection actuelle de semences et de plants et décimerait les engrais de ferme nécessaires pour les cultures végétales et les sols sains.

Les nouvelles exigences et la restriction de l'offre renchériraient les denrées alimentaires indigènes d'origine tant animale que végétale. La compétitivité de l'ensemble du secteur alimentaire suisse s'en retrouverait détériorée, et le tourisme d'achat renforcé. L'initiative sur l'alimentation est aussi un mépris du souverain : Franziska Herren, la principale initiante, avait déjà déposé une demande similaire à travers l'initiative pour une eau potable propre en 2018, que plus de 60 % de la population votante et l'immense majorité des cantons avaient rejetée en juin 2021.

Renseignements :

Michel Darbellay, directeur adjoint de l'Union suisse des paysans, tél. 078 801 16 91

Alexandra Cropt, directrice d'AGORA, tél. 021 614 04 77

Dagmar Jenni, directrice SWISS RETAIL FEDERATION, daqmar.jenni@swiss-retail.ch, tél. 031 312 40 40
www.initiative-alimentation-non.ch